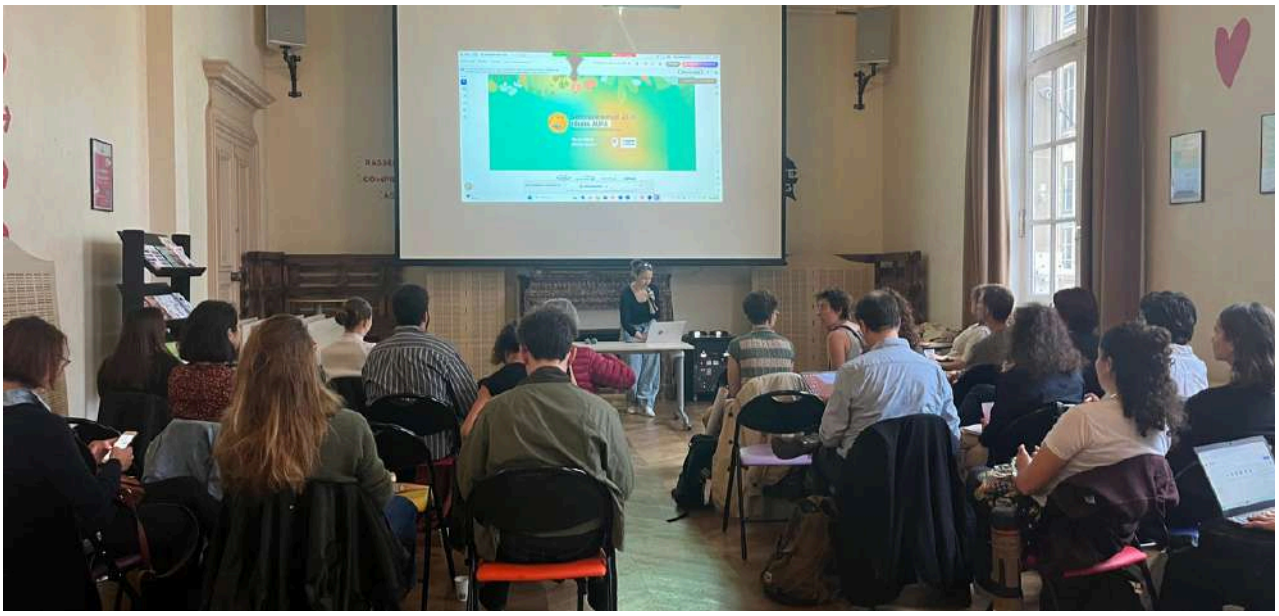
Compte Rendu
Séminaire annuel Réseau AUPA 2026



Temps forts de la matinée	Participant.e.s	Date / Durée
• Introduction de la Chaire • Tour des actualités du réseau AUPA • Témoignages • Projet de thèse de Pauline Leroux • Conclusion	56 inscrites 40 présent.e.s	16/10/26 3 heures

Objectif du séminaire

Une demi journée pour favoriser l'interconnaissance, les échanges et faire avancer la thématique de la lutte contre la précarité alimentaire via une approche multidimensionnelle, notamment via le prisme de la production agricole issue des agricultures urbaines et de la participation citoyenne.

Introduction de la Chaire

Après un rappel de ce que sont la Chaire et le réseau Agricultures Urbaines et Précarités alimentaires, ont été évoqués les différents **travaux réalisés en 2025 et début 2026 et les ressources associées sous plusieurs formats** (notamment des notes d'une page) :
-Régie agricole de Villejuif, Laure-Anne Arès note flash note de synthèse
-Accompagnements de Vital'im (ACF et CD 93), Manuella Imorou Issa note flash note de synthèse
-Contractualisation entre agriculteurs et collectivités (MGP), Keïla Camara note flash note de synthèse webinaire
La dernière étude en date concerne la partie « suivi des pratiques alimentaires » de la ferme participative de la Plaine Terre de Saint-Denis / La Sauge. Un stage co-encadré par la Chaire a été effectué par Iris Arnoult et le rapport sera partagé prochainement.

Tour des actualités

- TEMP'AU avec l'intervention de Laurence GrandChamp – l'appel à témoignages est ici
- Mention de la publication récente de l'étude de l'UGESS sur l'état des lieux de la ramasse - étude ici
- Intervention De la Dignité Dans les Assiettes aux Assises de Dijon - post ici
- Publication du rapport détaillé d'ACF et du CD93 à retrouver en ligne
- Site de LaBoca (Pauline Scherer) pour suivre et visibiliser les actions de recherche actions co-construites avec les personnes concernées sur le territoire Montpelliérain.
- Nutri'Activ' (ARS IDF) avec l'intervention de Graine de Jardins sur le programme voir lien
  Présence au CRALIM et aux rencontres sciences société à Montpellier en novembre
- RMT Agricultures Urbaines avec l'intervention de Giulia Giacché (INRAE)
- Ville de Romainville : lancement des assises de l'alimentation en septembre 2026 avec la volonté d'avoir un plan communal co-construit avec les habitants d'ici 2027.
  Diagnostic alimentaire 2025
- Ville de Villejuif (régie agricole et ferme urbaine) : partage du plan d'actions et mention des actions en cours et à venir dont l'expérimentation de paniers aux étudiants et ateliers, le partenariat avec les Restos du Cœur, les « ordonnances vertes », la formation des agents à Opticourses (optimisation nutritionnelle des courses)
- En novembre, ANSA fête ses 20 ans : événement ici et également restitution de l'étude "de l'amphi à l'aide alimentaire" (inscription)
- Les Cols Verts sont lauréats pour un projet d'îlots de résilience alimentaire
- Réseau Cocagne : campagne autour du partenariat avec les Banques alimentaires
  Participation à plusieurs mobilisations (défense du modèle associatif, du vivre ensemble et de l'inclusion par l'emploi)

Plaidoyer

Après un rappel de ce qu'est le droit à l'alimentation et de son application actuelle en France, ont été évoquées les différentes actions de la société civile pour faire avancer la reconnaissance de ce droit via notamment une loi-cadre.

- La Campagne d'Action contre la Faim (ACF) lancée début octobre a été présentée ainsi que les nombreuses actions de mobilisation déjà mises en place au niveau national et local dans le cadre des municipales
- A ce titre, Clémentine Decroix (AFAUP) est intervenue autour de cette collaboration qui regroupait Emmaüs, Secours Catholique, ACF, le Réseau Vrac, le Réseau Cocagne, etc. en vue des municipales 2026 , comprenant 10 recommandations (régulation de la publicité fast-food, déploiement des jardins collectifs, etc.). L'AFAUP a également mentionné son manifeste "un quartier une ferme"
- Tribune publiée dans La Croix sur le droit à l'alimentation lancée par ACF et cosignée par de nombreuses associations et par notre Chaire le 16 octobre 2026
- A savoir également que le collectif Nourrir porte actuellement la voix d'une campagne pour la reconnaissance du droit à l'alimentation au niveau européen (Good 4 All) et nous vous invitions à signer cette pétition ici
- Prochaines échéances : consultation publique début novembre, grande assemblée les 15-16 mars 2027 à Paris pour une loi sur l'alimentation. Doc. webinaire collectif
- Actualités législatives : propositions de loi (1) sur l'éducation à l'alimentation obligatoire adoptée en 1re lecture, février 2026, (2) pour rendre le Nutri-Score obligatoire en cours, (3) pour un panier de produits sains à prix coûtant en cours

La discussion finale fait émerger plusieurs points :

- L'exemple du Brésil (politique « Faim Zéro » de 2003) est cité comme source d'inspiration
- Création d'un réseau d'élus pour le droit à l'alimentation et la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) transpartisan, avec un lancement officiel prévu au Salon des maires en novembre 2026.
- Adaptation climatique : nécessité de solutions techniques pour l'agriculture urbaine face aux canicules (maraîchage semi-enterré, lieux de stockage, conserveries) et réflexion sur la résilience des territoires.

En synthèse, **le droit à l'alimentation** est vu comme une **boussole et un levier politique et juridique à activer à tous les niveaux** — du terrain (dignité, participation, non-discrimination) jusqu'au cadre législatif national et européen — pour passer d'initiatives dispersées à une véritable politique publique structurée.

Témoignages

"DE LA MOBILISATION DES CITOYENS À LA STRUCTURATION DES INITIATIVES : COMMENT FAVORISER L'ACCESSIBILITÉ ALIMENTAIRE ?"

Céleste Arditi autour de la démarche de la mission France à **Paris 18ème** avec la participation d'Emilie Martin

Yann Chapin, Julia Chevillard autour de l'expérimentation **Alim'Bondy** avec la participation de **Gaëlle Bustarret et Yasmina Aquevedo**

Une session de témoignages croisés a eu lieu autour des démarches territoriales de Paris 18ème et Bondy. Toutes deux ont en commun un ancrage fort dans le territoire et la mise en place d'une démarche d'accompagnement et de co-construction avec les parties prenantes (habitants, associations, élus...). Nous vous proposons un compte rendu sous forme d'extraits recueillis lors du séminaire pour chacune des expérimentations dans les pages suivantes.

Ressources et liens :

ACF : Diagnostic territorial de l'environnement alimentaire Paris 18ème

Retours d'expérience sur la dynamique de mobilisation citoyenne autour du droit à l'alimentation dans le 18ème arrondissement à Paris + sur le banquet populaire

LAB3S : Rapports et synthèse des Labos CAPS

PARTIR DU TERRITOIRE

(Le 18ème est) un des arrondissements avec le plus de précarité alimentaire, de grande précarité, donc tout ce qui est lié à la santé et au logement. Mais c'est aussi un arrondissement qui offre le plus d'offres de solidarité alimentaire, qui est extrêmement vivant en terme d'initiatives citoyennes, d'initiatives associatives.

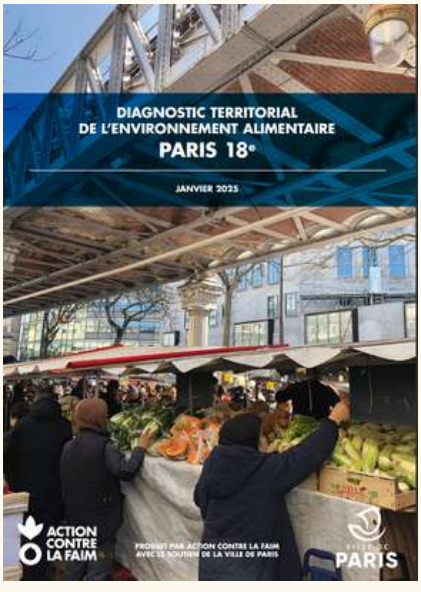
Paris 18ème

Bondy, c'est une ville de 50 000 habitants qui est au centre de la Seine-Saint-Denis, et qui est assez fracturée géographiquement et socialement. On travaille surtout sur le nord de Bondy (...) c'est environ 12 000 habitants, un taux de pauvreté énorme — 40 % — et une précarité alimentaire assez forte. (....) Les solidarités interpersonnelles sont très présentes avec un tissu institutionnel et associatif présent

Bondy

FAIRE UN ÉTAT DES LIEUX

(le diagnostic) a été construit en concertation avec les associations et le but c'est que ce soit un outil commun pour tout le monde sur le territoire pour avoir une même base d'information sur la précarité alimentaire et l'offre alimentaire dans l'arrondissement



Un diagnostic co-construit



Evaluer sa posture

On a grandi sur la compréhension de la notion de paysage alimentaire locale. On s'est dit que ce serait intéressant de faire un projet où on peut inclure la suite de ces modalités de "Du Potager à la marmite", mais dans un projet plus global, plus systémique qui viserait à faire évoluer l'environnement alimentaire justement du quartier à terme.

FAIRE AVEC LES ACTEURS ET LES HABITANTS

On verra en marchant, on verra ce que décident les personnes.

Une approche de mobilisation et de sensibilisation au droit à l'alimentation

on va faire plein de petits évènements sur l'ensemble de l'arrondissement de manière ponctuelle pour sensibiliser au droit à l'alimentation de créer des discussions autour de l'inaccès, enfin de l'accès à l'alimentation, des injustices alimentaires. Donc on a fait surtout des cinés-débats (...) des arpentages...

On est allé chercher des financeurs en leur disant (...) on va mettre en place une méthodologie participative où c'est les habitants et les acteurs qui vont nous dire ce qu'il faut qu'ils ce dont ils ont besoin. (...) On a fait des Labos CAP pour faire émerger les constats, les analyses et les propositions des habitants des acteurs. »



Alim'Bondy ou la méthode des Labos CAP

On a fait un grand banquet populaire et solidaire en juin dernier qui était un peu l'aboutissement de cette première année de mobilisation. (...) ce qui a réuni plus de 200 personnes



Le banquet au jardin des traverses

À la fin on se rejoint aussi, on regarde les propositions qui ont été faites et on ne retient que les propositions communes.

PASSER DE LA MOBILISATION À L'ACTION

L'idée c'était de faire infuser cette volonté d'être le plus démocratique, le plus participatif possible dans tout le cheminement du montage de ce groupement d'acheteurs.



Le groupement d'acheteurs citoyen

C'est une rencontre par mois. Cette première année c'était donc plus c'est une réunion tous les mois avec des habitants habitantes. Cette année ça a été surtout une année d'interconnaissance et d'apprentissage.

Le comité local de l'alimentation

Il y a 140 personnes en tout depuis un an qui sont venus au moins une fois. Et je dirais une petite cinquantaine qui sont venus plusieurs fois.

On est à notre cinquième vente du groupement d'acheteurs. Ça a lieu depuis maintenant mars avril. (...) Aujourd'hui c'est une cinquantaine d'habitants qui ont rejoint maintenant. On a dépassé la tonne en terme de produits commandés.

CONSTRUIRE DANS LA DURÉE

Les retours c'est que les gens aiment bien venir, qu'ils se sentent impliqués dans les décisions, ils sentent que c'est à elles et eux de prendre ces décisions

La nécessité du temps long

On a ajouté tout dernièrement un moment de retrouvailles pour travailler cette question de l'engagement. Donc c'est quoi faire vivre un groupement d'acheteurs citoyen ensemble, quelles sont toutes les tâches et comment on s'y engage, comment on répartit cette charge-là pour faire collectif

Vers l'autonomisation des personnes

Donc effectivement ça prend du temps. C'est sûr que si on avait voulu monter une caisse, un comité en cinq mois, on aurait pu le faire. Est-ce que ça aurait perduré ? Est-ce qu'il y aurait même cette même qualité, cette même implication ? Cette joie même des gens de se retrouver une fois par mois, je ne sais pas.

Ce qu'on veut, c'est évidemment que ça se pérennise possiblement aussi par les temps difficiles que l'on connaît de financement etc. que ça puisse perdurer parce qu'il y a un engagement citoyen

Projet de thèse Pauline Leroux

Pauline (Chaire Agricultures Urbaines, avec le soutien de l'ARS IDF) présente sa **thèse sur l'évaluation multidimensionnelle des innovations sociales liées à la sécurité alimentaire durable**. Elle vise à analyser leur **potentiel transformateur dans la lutte contre la précarité alimentaire.** Partant des limites de l'aide alimentaire conventionnelle (couverture insuffisante, accès inégal, manque de choix, etc.), elle étudie des alternatives fondées sur le droit à l'alimentation et la démocratie alimentaire. La démarche repose, dans un premier temps, sur une **recherche bibliographique des indicateurs multidimensionnels existants**, dans la littérature scientifique et grise, et sur leur analyse critique. Elle associe une revue exploratoire systématique de la littérature anglophone à des recherches complémentaires francophones et documentaires.
Par la suite, trois terrains seront étudiés : la régie agricole de Villejuif (94), Alim'Bondy du Lab3S (93) et le PAT de la Plaine aux Plateaux (91 et 78). Des enquêtes qualitatives et ethnographiques analyseront leur impact et leurs dynamiques organisationnelles, relationnelles et institutionnelles. L'objectif est de **co-construire de manière participative, avec les parties prenantes, un outil d'évaluation**, utile à la décision, aux apprentissages et à la transformation des pratiques. Présentation partagée au séminaire

Conclusion Christine Aubry

Christine Aubry, Directrice de la Chaire, a conclu en soulignant d'abord **la force du réseau lui-même** : chaque initiative territoriale fonctionne à son échelle, mais c'est la mise en lien entre acteurs (exemple avec le transfert de connaissance des Labos CAP entre le Pays Terre de Lorraine et le Lab3S) qui démultiplie l'impact. Elle a ensuite insisté sur **la montée en compétence des personnes en précarité ("l'empowerment")**, qu'elle considère comme la progression la plus marquante de ces dernières années, tout en rappelant qu'il faut aussi « faire monter en compétence les autres » : **déconstruire les préjugés tenaces selon lesquels les personnes précaires feraient de mauvais choix alimentaires**, alors que l'accessibilité monétaire reste, de très loin, le premier déterminant de la précarité alimentaire. Enfin, elle a esquissé les perspectives à venir (webinaire sur les expérimentations de SSA le 26 novembre, festivals et assises territoriales, salon des maires) avant d'**appeler le réseau à se mobiliser à l'approche des élections présidentielles**, en analysant de manière critique les programmes des candidats sur l'alimentation et l'agriculture, et en veillant au **lien entre droit à l'alimentation, politiques alimentaires et politiques agricoles.**

Avec le soutien de nos partenaires :